



QUOI QU'IL EN COÛTE

Augmenter et transformer l'aide au développement suite à la crise du coronavirus pour sauver des millions de vies et réduire les inégalités dans le monde



Dans les pays les plus pauvres du monde, la pandémie de coronavirus aura des conséquences sanitaires, sociales et économiques dévastatrices.

Pour être à la hauteur de cette crise sans précédent, sauver des vies et construire un avenir meilleur, les pays donateurs de l'aide doivent augmenter l'aide internationale de toute urgence et de manière considérable. Selon les estimations d'Oxfam, la juste part des pays riches pour répondre à la crise équivaldrait à près de 300 milliards de dollars, ce qui représente seulement 6 % du total des plans de sauvetage économiques nationaux pour lesquels se sont engagés les pays riches.

Afin de limiter la propagation du virus et de sauver des vies, cette aide doit être dirigée en priorité vers des mesures de prévention, les systèmes de santé, la protection sociale et la sécurité alimentaire, tout en respectant les principes relatifs à la qualité de l'aide. Il est par ailleurs tout aussi crucial de repenser l'aide de demain en vue de construire des sociétés plus égalitaires et plus résilientes, afin de mieux préparer l'humanité à faire face à de futures crises.

© Oxfam International, mai 2020

Ce rapport a été rédigé par Julie Seghers. Oxfam remercie Tariq Ahmad, Abigael Baldoumas, Kira Boe, Marc Cohen, Nathan Coplin, Lies Craeynest, Nadia Daar, Kristen Hite, Anita Kattakuzhy, Jeroen Kwakkenbos, Sandra Lhote-Fernandes, Max Lawson, Katie Malouf-Bous, Liliana Marcos Barba, Anna Marriott, Eric Muñoz, Hanna Saarinen, David Saldivar et Mathew Truscott pour leur participation. Il fait partie d'une série de rapports visant à alimenter le débat public autour des questions de politique humanitaire et de développement.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :
advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est protégé par droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. E-mail : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document sont exactes à la date de mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International :

ISBN 978-1-78748-603-4 en mai 2020.

DOI : 10.21201/2020.6010

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Traduit de l'anglais par Barbara Scottu, relecture de Sandra Lhotes-Fernandes

Photo de couverture : Sameeha Shiban, chargée de promotion de la santé publique, lors d'une distribution de kits d'hygiène dans le camp de personnes déplacées internes d'Alkoba, au Yémen, en mars 2020. Crédit photo : Wael Algadi/Oxfam.

RÉSUMÉ

Quarante millions de vies étaient à risque face au coronavirus¹. Un demi-milliard de personnes risquent de basculer dans la pauvreté.² Sans action immédiate et radicale, le coronavirus aura un impact catastrophique à travers le monde. Nul n'est à l'abri des conséquences de la pandémie, mais les personnes vivant dans la pauvreté seront indéniablement les plus impactées par la crise, laquelle exacerbera davantage les niveaux d'inégalités extrêmes. Les conséquences seront plus lourdes pour les femmes et les filles dans tous les aspects de leur vie, de la santé à l'économie, en passant par la sécurité et la protection sociale.³

Les scénarios les plus pessimistes peuvent être évités à condition d'agir maintenant. Les pays riches doivent fournir aux pays à revenu faible et intermédiaire ainsi qu'à leurs populations les ressources nécessaires pour mettre fin à l'épidémie sur leur territoire, éviter une catastrophe humanitaire et prévenir un effondrement économique. Il s'agit de faire le bon choix. Il est aussi dans l'intérêt des économies puissantes d'aider les autres, car personne ne sera en sécurité tant que nous ne le serons pas toutes et tous. Les gouvernements et organisations internationales doivent appliquer les quatre mesures de financement suivantes : (1) l'annulation immédiate de la dette, (2) la création de nouvelles réserves internationales par le Fonds monétaire international, (3) l'adoption d'impôts progressifs d'urgence et (4) une injection massive de fonds d'aide ; un outil puissant pour la solidarité mondiale qui a plusieurs fois fait ses preuves à l'heure de sauver des vies.

Dans ce rapport, Oxfam présente trois actions que les donateurs doivent immédiatement entreprendre afin que la réponse internationale en matière d'aide soit à la hauteur de cette crise sans précédent :

- 1. Augmenter d'urgence et de manière considérable l'aide internationale afin d'aider les pays pauvres à faire face à la crise.**
Les Nations Unies appellent à 500 milliards de dollars d'aide afin de soutenir les pays à revenu faible et intermédiaire à enrayer la pandémie.⁴ Oxfam a calculé que la juste part des pays donateurs du Comité d'aide au développement de l'OCDE équivaldrait à près de 300 milliards de dollars.⁵ Cela est tout à fait envisageable, alors que nombreux gouvernements injectent des milliers de milliards dans leur réponse nationale. Selon les calculs d'Oxfam, cette juste part représente seulement 6 % des plans de sauvetage nationaux des pays les plus riches⁶. Cette part de 300 milliards est en outre inférieure à la richesse combinée des trois hommes les plus riches de la planète.⁷ Qui plus est, l'aide financière des donateurs pour répondre à la crise du coronavirus doit impérativement être une aide supplémentaire de manière à ne pas dévier les budgets d'aide existants des autres besoins humanitaires et de développement pressants. Avec cette injection massive d'aide, les pays donateurs rempliraient enfin leur engagement de longue date - cinquante ans - de dépenser au moins 0,7 % de leur revenu national brut dans l'aide

publique au développement. La réponse, pour être efficace à court et long terme, devra être coordonnée mondialement et mise en œuvre localement.

- 2. Donner la priorité aux mesures de prévention, de santé, de protection sociale et de sécurité alimentaire afin de sauver des vies et de limiter la progression du virus ainsi que ses répercussions économiques, tout en respectant les principes relatifs à la qualité de l'aide.** Les pays donateurs doivent donner la priorité à l'aide humanitaire d'urgence, à l'assistance aux systèmes de santé publique des pays à revenu faible et intermédiaire, ainsi qu'aux investissements visant à prévenir la propagation de la maladie, notamment par le biais de programmes d'eau et d'assainissement. Ils doivent également s'employer à offrir une protection sociale universelle aux citoyennes et citoyens, y compris en aidant les pays partenaires à soutenir financièrement les personnes qui en ont besoin pour survivre à la fois à la maladie et à la perte de revenus. Les pays donateurs doivent de toute urgence reconnaître l'insécurité alimentaire provoquée par le coronavirus et y répondre, notamment en fournissant directement des denrées alimentaires là où les conditions du marché le demandent. Enfin, lorsqu'ils aident les pays à revenu faible et intermédiaire à répondre à la crise immédiate, les donateurs doivent impérativement respecter les principes humanitaires et d'efficacité du développement ; fournir une aide appliquant les principes féministes ; protéger les réfugié-e-s, les migrant-e-s et les personnes déplacées internes ; et s'atteler à protéger l'espace civique.
- 3. Repenser l'aide de demain afin de construire des sociétés plus égalitaires et plus résilientes.** Le coronavirus menace de faire reculer la lutte contre la pauvreté de plusieurs dizaines d'années, c'est pourquoi nous devons absolument saisir cette occasion de sauver des vies et de réparer les systèmes qui ont en premier lieu rendu tant de personnes vulnérables. Pour ce faire, il faut véritablement mettre la lutte contre les inégalités au cœur du développement afin d'aider le monde à se relever de cette crise. La crise du coronavirus montre comment les inégalités profondes et croissantes sapent notre capacité à faire face à des menaces existentielles. Il est temps d'allouer plus de dépenses d'aide aux services de protection sociale, lesquels ont déjà fait leurs preuves en matière de lutte contre les inégalités. Plus d'aide est également nécessaire pour aider les pays à revenu faible et intermédiaire à mettre en place une fiscalité progressive. L'heure est venue également de soutenir les citoyennes et citoyens actifs à appeler leur gouvernement à rendre des comptes et de fournir une aide véritablement féministe qui place l'égalité entre les genres et les droits des femmes au cœur de son action. Une aide qui permettra de construire une économie centrée sur l'humain et la planète de façon à avoir une chance de limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C est tout aussi cruciale. Il est temps pour les pays donateurs de rompre avec la tendance consistant à utiliser l'aide pour servir leurs propres intérêts économiques et de ne plus soutenir la privatisation de la santé et de l'éducation, qui exacerbe les inégalités. En jetant les bases d'un système d'aide plus inclusif et légitime, un

système n'étant pas fondé sur la seule bonne volonté des pays riches à donner, mais sur un mécanisme international de redistribution des pays les plus riches aux pays les plus pauvres, nous pourrions enfin passer de la charité à la justice.

1. INTRODUCTION

Le coronavirus aura des conséquences dévastatrices pour les pays pauvres.

Quarante millions de vies étaient à risque⁸. Un demi-milliard de personnes risquent de basculer dans la pauvreté⁹. Sans action immédiate et radicale, le coronavirus aura un impact catastrophique à travers le monde. Nul n'est à l'abri des conséquences de la pandémie, mais les personnes vivant dans la pauvreté seront indéniablement les plus impactées par la crise, laquelle exacerbera davantage les niveaux d'inégalités extrêmes. Les conséquences seront plus lourdes pour les femmes et les filles dans tous les aspects de leur vie, de la santé à l'économie, en passant par la sécurité et la protection sociale.¹⁰

Alors que les pays riches peinent à faire face à la maladie, les conséquences sanitaires, sociales et économiques dans les pays à revenu faible et intermédiaire seront incomparablement plus catastrophiques. Les gouvernements des pays à revenu faible et intermédiaire ont commencé à prendre des mesures rapides afin d'enrayer la propagation du virus, y compris le confinement national, la fermeture des frontières, des restrictions aériennes, la limitation des rassemblements publics et des campagnes de sécurité publique. Mais ce n'est que le début d'une bataille de longue haleine. Avec des ressources limitées, des niveaux élevés d'endettement alliés à des systèmes de santé fragiles, sous-financés et inégalitaires, les pays pauvres sont très mal équipés pour protéger leurs populations et leurs économies.

Dans 42 pays, pour la plupart en Afrique subsaharienne, moins de la moitié de la population a accès aux équipements de base comme l'eau et le savon pour se laver les mains chez eux.¹¹ Par ailleurs, la distanciation sociale n'est pas envisageable¹² pour les 880 millions de personnes vivant dans des bidonvilles surpeuplés.¹³ En cas de maladie, moins de la moitié de la population mondiale a accès aux services de santé les plus essentiels¹⁴. En outre, le virus constitue une menace particulière pour les moyens de subsistance des personnes travaillant dans le secteur informel (soit deux milliards de personnes dans le monde, pour la plupart dans les pays à revenu faible et intermédiaire), qui ne bénéficient pas de congé maladie.¹⁵ En Afrique, les 400 millions de personnes vivant avec moins de deux dollars par jour ne peuvent pas se permettre de rester confinées et devront continuer de travailler afin de nourrir leur famille, au péril de leur vie. Les femmes seront les plus impactées par la crise car avec l'augmentation du travail de soin due à la déscolarisation des enfants, et la nécessité de prendre soin des proches malades, elles seront contraintes d'abandonner leur travail rémunéré afin

Hors de tout contrôle, le coronavirus pourrait causer des millions de morts et faire basculer un demi-milliard de personnes dans la pauvreté.

La distanciation sociale n'est pas envisageable pour les 880 millions de personnes vivant dans des bidonvilles surpeuplés.

de se concentrer sur les tâches de soin non rémunérées. Partout dans le monde, on fait état d'une augmentation des violences basées sur le genre en période de confinement et le fait que les femmes et les enfants vivant dans des foyers violents n'aient aucun moyen de fuir leur agresseur est source de vives inquiétudes.¹⁶ Les perspectives sont pour le moins moroses dans les zones affectées par un conflit ainsi que pour les personnes déplacées de force et les réfugié-e-s. Du fait de la pandémie de coronavirus, le nombre de personnes menacées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition en Afrique de l'Ouest pourrait passer de 17 millions à 50 millions de personnes entre juin et août 2020.¹⁷

Du fait de la pandémie de coronavirus, le nombre de personnes menacées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition en Afrique de l'Ouest pourrait passer de 17 millions à 50 millions de personnes entre juin et août 2020.

Même si la pandémie de coronavirus est atténuée dans les pays à revenu faible et intermédiaire, les dégâts économiques découlant des sorties massives de capitaux¹⁸, et de la chute des prix des produits de base, des revenus issus du tourisme et des transferts de fonds auront des effets dévastateurs sur les moyens de subsistance.¹⁹ Selon les prédictions de la Banque mondiale, l'Afrique subsaharienne pourrait connaître un recul de croissance pouvant aller jusqu'à 5,1 % en 2020, soit la première récession dans la région en 25 ans.²⁰

Les pays à revenu faible et intermédiaire ont de toute urgence besoin du soutien massif de la communauté internationale afin de se préparer à faire face à la pandémie et à s'en relever. L'aide internationale, alliée à un allègement de la dette et des mesures fiscales, devront être en première ligne de cette réponse mondiale.

Les pays riches doivent de toute urgence fournir aux pays à revenu faible et intermédiaire ainsi qu'à leurs populations les ressources nécessaires pour mettre fin à l'épidémie sur leur territoire, éviter une catastrophe humanitaire et un effondrement économique.

Dans un récent rapport²¹, Oxfam présente quatre mesures visant à financer ce soutien : (1) l'annulation immédiate de la dette, (2) la création de nouvelles réserves internationales par le Fonds monétaire international (FMI), (3) l'adoption d'impôts progressifs d'urgence et (4) une injection massive de fonds d'aide ; un outil puissant pour la solidarité mondiale qui a plusieurs fois fait ses preuves à l'heure de sauver des vies.

Pourquoi les pays riches doivent-ils mettre les bouchées doubles concernant l'aide dès maintenant ?

Au nom de la justice et de la solidarité. Le coronavirus exacerbe les inégalités entre nos nations. Beaucoup de pays pauvres aux systèmes de santé fragiles croulent sous les dettes, tandis que les pays riches peuvent débloquer des milliards pour construire des hôpitaux et stabiliser leurs économies. La valeur unique de l'aide en tant qu'outil de solidarité et de redistribution mondiale des fonds des pays riches vers les pays les plus pauvres n'a jamais été aussi évidente.

Au-delà de la justification morale et du besoin humain évident, il est également dans l'intérêt des économies puissantes d'apporter leur aide. Nous savons que personne ne sera en sécurité tant que nous ne le

serons pas toutes et tous. Tant que le virus reste présent quelque part, il peut toujours réapparaître et se propager mondialement à nouveau. Enfin, alors que le virus connaît des mutations, le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, prévient que « tous les investissements que nous consacrons à la recherche d'un vaccin seront vains dès lors que le virus se déplacera du Sud vers le Nord »²².

Le présent document contient des recommandations sur la façon dont les donateurs doivent :

- réunir d'urgence de nouveaux fonds d'aide internationale afin d'aider les pays pauvres à faire face à la crise ;
- donner la priorité aux mesures de prévention, de santé, de protection sociale et de sécurité alimentaire afin de sauver des vies et de limiter la progression du virus ainsi que ses répercussions économiques, tout en respectant les principes relatifs à la qualité de l'aide ; et
- repenser l'aide de demain afin de construire des sociétés plus égalitaires et plus résilientes.

2 REUNIR DES FONDS D'AIDE INTERNATIONALE A UN DEGRE JAMAIS VU AUPARAVANT

AUGMENTER L'AIDE MAINTENANT

Les donateurs doivent augmenter leur aide de toute urgence, à la fois via des organismes multilatéraux responsables de la gestion mondiale de la réponse et via le soutien direct aux pays à revenu faible et intermédiaire dans le cadre de leur réponse nationale.

Les niveaux actuels de l'aide, d'un total de 153 milliards de dollars en 2019, se trouvent bien en-deçà des besoins pour répondre aux défis humanitaires et de développement préexistants et sont cruellement insuffisants pour la lutte contre le coronavirus. Face à la pandémie, les Nations Unies appellent à la constitution d'un fond d'aide d'urgence de 500 milliards de dollars en faveur de services de santé et de programmes d'aide sociale.²³ Selon les calculs d'Oxfam, la juste part des pays donateurs du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE pour cette réponse avoisine les 300 milliards de dollars.²⁴ Sachant que nombreux gouvernements injectent des milliers de milliards dans leur réponse nationale, cette somme est tout à fait envisageable. Les États-Unis à eux seuls ont annoncé un plan de relance de 2 200 milliards de dollars. Selon Oxfam, cette part de 300 milliards représente seulement 6 % de ce que les pays les plus riches se sont engagés à verser pour

stimuler leurs propres économies²⁵. Elle est par ailleurs inférieure à la richesse combinée des trois hommes les plus riches du monde.²⁶

Le plan mondial d'action humanitaire pour lutter contre le COVID-19²⁷ des Nations Unies de 2 milliards lancé en mars est un bon début. Toutefois, nous ne voyons que la partie visible de l'iceberg, et à la date du 20 avril, seul un quart de cet appel a été financé.²⁸ Les 675 millions de dollars requis pour que l'Organisation mondiale de la Santé puisse mettre en œuvre ses activités de préparation d'urgence et d'intervention pour la période février-avril 2020 n'ont toujours pas été réunis.²⁹

Les donateurs et les institutions multilatérales doivent impérativement augmenter leur part d'aide dès à présent. Plusieurs institutions financières internationales ont déjà pris d'importants engagements. La Banque mondiale, par exemple, s'est engagée à déployer 160 milliards de dollars pour aider les pays à financer leur réponse. Cependant, une grande partie, si ce n'est l'intégrité de cet argent est issue d'autres programmes ou est concentrée dans la phase initiale. En outre, moins de la moitié de cet argent est destinée aux pays les plus pauvres et cette portion sera principalement allouée sous forme de prêts concessionnels plutôt que de subventions. Tous les donateurs doivent de toute urgence augmenter le financement à des conditions très favorables afin de tirer parti des mesures initiales de la Banque mondiale (qui a annoncé être prête à déployer 160 milliards de dollars entre avril 2020 et juin 2021 pour aider les pays à faire face à la crise), du FMI et autres, et soutenir les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les organisations locales dans les pays pauvres.

DES FONDS NOUVEAUX ET ADDITIONNELS

Les fonds mobilisés en réponse à la crise doivent être des fonds nouveaux et supplémentaires. Certains donateurs, comme la France³⁰, ont commencé à réallouer des budgets d'aide existants à la réponse au coronavirus. Cette approche à courte vue doit être évitée, car elle revient à rediriger des fonds alloués à d'autres programmes vitaux et à miner les efforts en matière de lutte contre d'autres maladies mortelles ou la malnutrition infantile, par exemple. Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) a mis en garde contre toute réallocation de ressources initialement allouées à la santé sexuelle et reproductive, par exemple, qui pourrait donner lieu à une augmentation des complications pendant la grossesse, de la mortalité maternelle ainsi que des avortements non médicalisés.³¹ Pendant la crise d'Ébola en Sierra Leone, la mortalité maternelle et néonatale était presque égale à la mortalité liée à Ébola en raison des réductions de soins vitaux pour les femmes enceintes.³² Cette situation ne doit pas être répétée.

Lorsque les donateurs concentrent les fonds dans la phase initiale de la réponse ou utilisent des fonds issus d'autres engagements pour la réponse au coronavirus, ils doivent impérativement s'engager ensuite à assurer de nouveaux financements pour la période de relèvement de

Selon les calculs d'Oxfam, la juste part des pays donateurs du CAD de l'OCDE de l'aide nécessaire aux pays pauvres pour lutter contre la pandémie avoisine les 300 milliards de dollars. Il s'agit d'une fraction des sommes qu'ils injectent à coups de milliards dans leurs propres économies. C'est également moins que la richesse combinée des trois hommes les plus riches du monde.

Rediriger l'aide n'est pas envisageable : pendant la crise d'Ébola en Sierra Leone, la mortalité maternelle et néonatale était presque égale à la mortalité liée à Ébola en raison des réductions de soins vitaux pour les femmes enceintes.

manière à ce que les ressources suffisantes soient disponibles au lendemain de la crise.

L'HEURE N'EST PAS A LA REDUCTION DES BUDGETS D'AIDE

La crise actuelle ne doit en aucun cas être servie d'excuse aux pays riches pour réduire les budgets d'aide. En plus d'être injuste, cela témoignerait d'un manque complet de solidarité. Cela serait également contre-productif étant donné que le virus pourrait facilement se propager à nouveau dans les pays riches et aggraver davantage les problèmes économiques existants.

Dans les pays européens, où les restrictions budgétaires ont été assouplies à la suite de la pandémie, et sont accompagnées de plans de relance, rien ne justifierait des coupes dans les budgets de l'aide au développement. Dans une déclaration publiée quelques mois après le début de la crise, les pays donateurs de l'OCDE ont affirmé qu'ils « s'efforceront de protéger les budgets de l'aide au développement ». ³³ À cette promesse timide doivent venir s'ajouter des engagements forts de la part des donateurs.

L'HEURE DES 0,7 EST VENUE

Cette crise offre la possibilité de réparer définitivement un système d'aide chroniquement sous-financé. Elle révèle le manque de volonté politique constant des pays riches à financer comme il se doit la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Il y a 50 ans, les pays riches se sont engagés à consacrer 0,7 % de leur revenu national brut (RNB) à l'aide publique au développement. ³⁴ Cet engagement a d'abord été pris en 1970 par l'Assemblée générale des Nations Unies et a été réaffirmé à plusieurs reprises par la plupart des pays riches depuis lors. Toutefois, seuls cinq donateurs ont atteint l'objectif en 2019 (le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, le Royaume-Uni, et la Suède). En moyenne, les donateurs allouent 0,3 % de leur RNB à l'aide publique au développement. Si tous les pays riches avaient respecté leur engagement, les pays à revenu faible et intermédiaire seraient aujourd'hui dans une bien meilleure position pour faire face à la pandémie. Une injection massive de fonds supplémentaires dans la réponse au coronavirus serait l'occasion pour les pays donateurs d'atteindre enfin l'objectif des 0,7 %. **Il est important de noter, cependant, que les RNB des pays sont susceptibles de baisser face à la récession et qu'il sera donc essentiel de veiller à ce que l'augmentation mécanique de l'aide en tant que part du RNB soit accompagnée par l'augmentation des volumes d'aide absolus.**

Une injection massive de fonds supplémentaires dans la réponse au coronavirus serait l'occasion pour les pays donateurs d'atteindre enfin l'objectif des 0,7 %.

UNE REPONSE MONDIALEMENT COORDONNEE MISE EN ŒUVRE LOCALEMENT

Si les gouvernements mènent leur réponse à la crise au niveau national, ils ne pourront toutefois pas relever le défi à eux seuls. La nature et l'ampleur de la crise appellent une action mondialement coordonnée, sous l'égide des Nations Unies et de l'OMS. Les donateurs bilatéraux, le groupe de la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et autres banques de développement multilatérales et institutions financières dont l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI), le Fonds mondial et UNITAID, doivent soutenir des mesures qui appartiennent aux gouvernements nationaux et aux communautés et que ces derniers mettent en œuvre eux-mêmes.

Les donateurs doivent impérativement collaborer avec les gouvernements et les structures qu'ils ont mises en place pour répondre à la crise. Il faut aider les gouvernements à gérer la réponse selon leurs plans nationaux et l'aide doit être fournie via des systèmes nationaux. Cet élément est essentiel afin de renforcer les institutions publiques, et il doit aller de pair avec des engagements de la part des gouvernements en matière de transparence fiscale et de redevabilité concernant l'aide. À terme, créer des structures parallèles peut affaiblir la réponse et la gouvernance locales.

Cette approche ne marchera néanmoins pas toujours pour les plus marginalisé-e-s ou socialement et politiquement exclu-e-s. Les raisons pour une action forte et mondialement coordonnée sont plus évidentes dans les pays dont les gouvernements ne peuvent ou ne veulent pas complètement protéger ou assister leurs citoyennes et citoyens ou les personnes à la recherche de sécurité sur leur territoire. Dans des pays comme le Soudan du Sud ou le Yémen, où les gouvernements sont parties à un conflit en cours, une action menée par le gouvernement n'est pas fiable. Dans d'autres pays, le contrôle du gouvernement peut être limité à certaines régions et l'aide humanitaire ne peut pas toujours être acheminée par le biais des structures de l'État dans les régions rurales ou contestées (où les besoins sont souvent plus importants).

Dans de tels contextes, pour garantir que l'aide parvienne à tout le monde, une action mondialement coordonnée doit impliquer directement les organisations, les entreprises et les médias nationaux et locaux ainsi que les sociétés de la Croix-Rouge/du Croissant-Rouge nationales. Ces acteurs locaux constituent la première ligne de défense des personnes fuyant des régions touchées par des violences et les impacts d'un conflit. Les pays donateurs de l'aide doivent fournir des fonds dédiés aux acteurs locaux, y compris à des organisations dirigées par des femmes et des réfugié-e-s. Ils doivent investir davantage dans les partenariats directs avec des acteurs locaux, demander aux ONG internationales de décentraliser une plus grande part de leur assistance et fournir le soutien essentiel nécessaire à la continuité des opérations. Les agences des Nations Unies et les ONG internationales doivent aiguiller cette flexibilité

des financements et veiller à ce que les partenaires nationaux et locaux conçoivent, mettent en œuvre et évaluent des réponses au niveau communautaire. Ces partenaires doivent impérativement avoir accès aux informations pertinentes ainsi qu'aux systèmes de coordination de l'épidémie afin de pouvoir partager rapidement les informations avec les communautés et stopper la transmission. Les intervenants locaux ont besoin d'équipements de protection individuelle (EPI), d'effectifs suffisants et d'un mandat leur assurant de pouvoir faire leur travail sans craindre la discrimination. Renforcer le leadership local n'est pas simplement une mesure à adopter en temps de crise, c'est en outre un élément crucial pour garantir un développement durable et équitable et afin de construire des institutions locales suffisamment fortes et dotées des capacités nécessaires pour satisfaire les besoins de la communauté.

3 CONSACRER LE SOUTIEN IMMEDIAT AUX MESURES DE PREVENTION, A LA SANTE, A LA PROTECTION SOCIALE ET A L'AIDE ALIMENTAIRE

Alors que les pays à revenu faible et intermédiaire réaffectent leurs budgets afin de répondre à la pandémie, les mesures prises ne doivent pas l'être au détriment d'autres services et investissements essentiels pour la population. Une aide d'urgence internationale aux conditions favorables est absolument vitale pour que les pays n'aient pas à faire ces sacrifices ni ne voient reculer davantage les progrès réalisés en matière d'Objectifs de Développement durable (ODD). La fenêtre d'opportunité pour assurer que les pays à revenu faible et intermédiaire reçoivent cette aide et aient une chance raisonnable de se battre face à cette crise se referme rapidement.

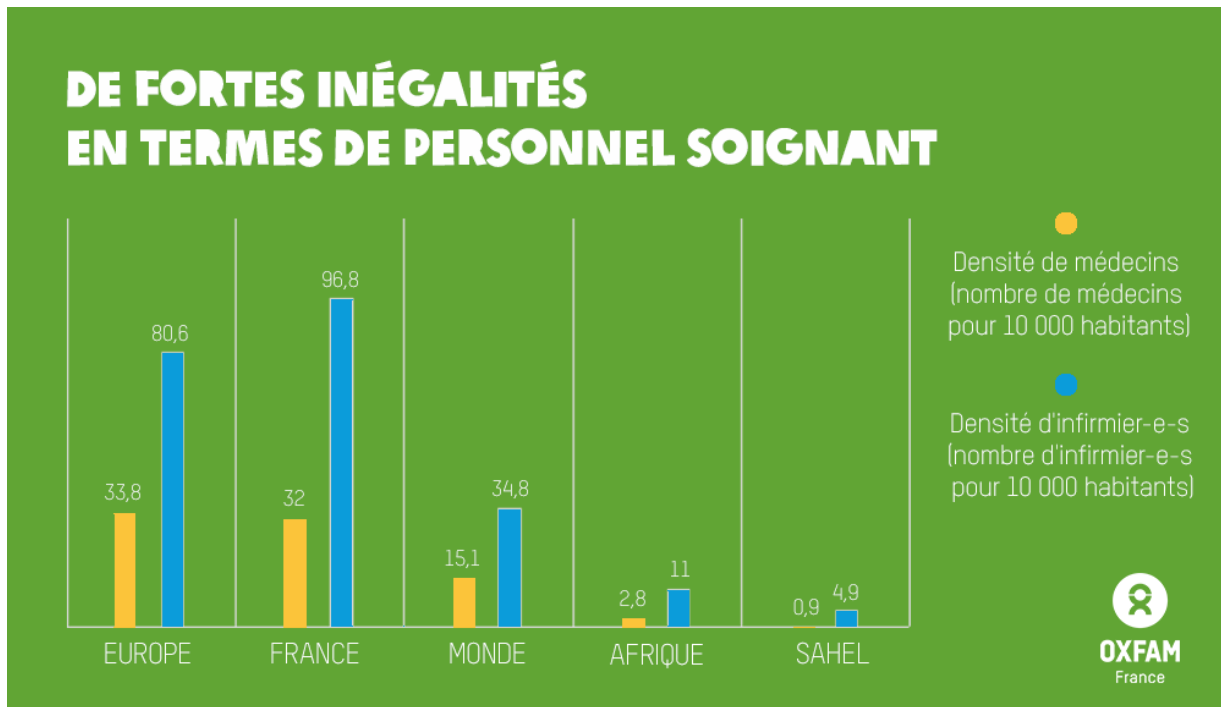
SOUTENIR UN PLAN MONDIAL DE SANTE PUBLIQUE ET UNE INTERVENTION D'URGENCE

Il vaut mieux prévenir que guérir ; plus vite des fonds seront soulevés et alloués, plus il sera possible d'épargner aux communautés les plus pauvres les répercussions les plus graves du virus. Agir maintenant en intervenant à un stade précoce serait incroyablement bénéfique. Les programmes doivent comprendre la fourniture en eau propre, l'accès à des stations de lavage des mains, le partage d'informations pratiques dans la bonne langue afin de permettre aux personnes de se protéger du virus, et la mobilisation des communautés en vue d'établir un lien de confiance dans les efforts de réponse à la crise.

Dans les pays pauvres, les systèmes de santé ne sont pas en mesure de faire face aux cas de COVID-19. Ils sont sous-financés, avec des dépenses de santé de seulement 41 dollars en moyenne par personne en 2017 dans les pays à revenu faible et intermédiaire, contre 2 937 dollars dans les pays à revenu élevé, soit des dépenses 70 fois plus importantes³⁵. Les systèmes de santé sont mal équipés, en termes de professionnel-le-s de santé comme en termes de fournitures et équipements. En Afrique par exemple, il y a 2,8 médecins et 11 infirmiers/ères pour 10 000 personnes contre respectivement 33,8 et 80,6 en Europe (voir Graphique 1)³⁶.

Dans les pays à revenu faible, les dépenses de santé moyennes n'étaient que de 41 dollars par personne en 2017, contre 2 937 dollars dans les pays à revenu élevé (soit des dépenses 70 fois plus importantes).

Graphique 1 : Accès inégal aux professionnel-le-s de santé



Source : Organisation mondiale de la Santé. (2019). *World Health Statistics 2019: Monitoring Health for the SDGs*. <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/324835/9789241565707-eng.pdf?ua=1>

Le Malawi compte environ 25 lits en soins intensifs. Le gouvernement du pays dispose de seulement trois ventilateurs pour 10 millions de

personnes³⁷, la République centrafricaine en compte seulement trois pour tout le pays³⁸, et 10 pays africains n'en ont pas du tout.³⁹ Ces systèmes de santé ont déjà atteint leurs limites, étant donné que dans son ensemble, le fardeau des maladies infectieuses est bien plus lourd dans les pays à revenu faible et intermédiaire que dans les pays riches. Chaque jour, plus de 4 000 personnes meurent de tuberculose, en moyenne⁴⁰, et près de 1 200 meurent de paludisme⁴¹, des enfants pour la plupart. On sait depuis les épidémies de maladie à virus Ébola que le nombre de décès liés à d'autres causes risque d'augmenter considérablement avec des systèmes de santé qui pourraient être rapidement débordés par les cas de COVID-19. Oxfam a appelé les donateurs à financer expressément un plan mondial de santé publique et une intervention d'urgence⁴² dès maintenant afin d'enrayer la propagation du virus et d'éviter des millions de morts. Les donateurs doivent notamment soutenir les pays à fournir des soins de santé gratuits, y compris les tests de dépistage du coronavirus et les traitements ; à suspendre les paiements directs par l'utilisateur ; et à garantir un accès universel aux soins de santé sans discrimination. Environ 159 milliards de dollars sont nécessaires pour doubler les dépenses de santé publique des 85 pays les plus pauvres du monde⁴³.

Encadré 1 : Oxfam appelle à un plan mondial de santé publique et à une intervention d'urgence pour faire face au coronavirus⁴⁴

Une action immédiate est nécessaire pour consolider les systèmes de santé publique aujourd'hui et à long terme, afin de les rendre équitables et accessibles à toutes et tous et de sauver des millions de vies :

1. **La prévention.** D'énormes investissements doivent être faits dans la prévention : promotion et communication de la santé publique ; mobilisation de la communauté et éducation ; accès à l'eau et à l'assainissement, en particulier aux installations de lavage des mains ; accès à des tests gratuits pour tou-te-s. Des financements et des équipements doivent également être fournis d'urgence aux ONG locales qui interviennent déjà partout dans le monde.
2. **Dix millions de travailleurs et travailleuses de la santé.** Dix millions de nouveaux travailleurs et travailleuses de la santé rémunéré-e-s et protégé-e-s devraient être recruté-e-s pour aider à ralentir la propagation du virus et être aux côtés des personnes touchées pour les traiter et les soigner.
3. **Les soins de santé gratuits.** Les gouvernements doivent supprimer tous les obstacles financiers qui empêchent la population d'accéder aux soins de santé et offrir des tests et des traitements gratuits à celles et ceux qui en ont besoin.
4. **Le privé au service du public.** Les gouvernements doivent réquisitionner ou trouver d'autres moyens d'utiliser tous les établissements de santé privés pour accroître la capacité de traitement et de soin des patient-e-s infecté-e-s et pour répondre aux besoins sanitaires essentiels continus. Des mesures doivent être prises dans l'intérêt public, sans que le profit ait aucun rôle à jouer.

5. **Un vaccin et un traitement pour tou-te-s.** Un accord mondial doit être conclu afin que les vaccins et les traitements, une fois approuvés, soient un bien public mondial, gratuits et accessibles à celles et ceux qui en ont besoin, et afin que les pays riches fournissent suffisamment de fonds pour les mettre rapidement à la disposition de la population entière.

SOUTENIR DES MESURES DE PROTECTION SOCIALE D'URGENCE

Des systèmes solides de protection sociale universelle peuvent fournir un soutien rapide, direct et spécifique aux populations, sous forme de transfert monétaire et d'aide en nature ; aider à faire face à la maladie et à la perte de revenus ; organiser la solidarité collective ; réduire les inégalités ; et éviter la récession économique. Toutefois à l'heure actuelle, quatre milliards de personnes ne bénéficient d'aucune protection sociale formelle⁴⁵ et sont les plus durement affectées par la crise économique qui se profile.

À court terme et compte tenu de l'urgence, les donateurs doivent agir maintenant et soutenir les pays à étendre la couverture des plans actuels et augmenter les paiements afin de protéger le plus de ménages possible. Là où il n'existe pas de plan de protection sociale suffisant, les donateurs doivent aider les gouvernements à revenu faible et intermédiaire à soutenir les revenus au moyen de nouveaux transferts monétaires. À long terme, le soutien fourni aujourd'hui peut contribuer à construire des systèmes de protection sociale universelle complets qui ne fonctionnent pas seulement pour l'urgence, mais aussi dans le monde d'après coronavirus. Ces nouvelles mesures doivent contribuer à l'autonomisation économique des femmes et leur permettre l'accès à la protection sociale (qui sera déterminant pour atténuer le poids du travail de soins non rémunéré plus important pendant la crise) et garantir des prestations suffisantes et fiables, une couverture universelle, une protection complète, un financement progressif et une gouvernance transparente. Les systèmes de protection sociale contribuant à une résilience accrue sont particulièrement importants tandis que les impacts des changements climatiques sont en parallèle des facteurs de stress supplémentaires pour les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables.

Pour les pays les plus pauvres, fournir ne serait-ce qu'un socle minimum de protection sociale est hors de portée⁴⁶. Il faut mettre en place d'urgence un mécanisme de financement international pour la protection sociale – en partie financé par l'aide au développement – qui permettra aux pays les plus pauvres de fournir un socle de protection sociale universelle à chaque citoyenne et citoyen. Ce socle devra comprendre les retraites, les allocations de chômage, les allocations familiales et la protection des personnes vivant avec un handicap. Ces mesures devront être maintenues même en temps de crise grave. Cette obligation internationale se fait attendre depuis longtemps.

Quatre milliards de personnes ne bénéficient d'aucune protection sociale formelle et sont les plus durement affectées par la crise économique qui se profile.

Fournir une aide flexible par le biais des gouvernements pourrait tirer parti de ressources supplémentaires et créer un espace fiscal plus important pour octroyer des aides financières aux citoyennes et citoyens. Par exemple, **l'annulation des paiements de la dette du Ghana en 2020 permettrait au gouvernement d'octroyer une allocation de 20 dollars par mois aux 16 millions d'enfants, de personnes vivant avec un handicap et de personnes âgées du pays pendant six mois**⁴⁷.

RECONNAITRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE PROVOQUEE PAR LE CORONAVIRUS ET Y REpondre

Avant la pandémie, 820 millions de personnes n'avaient pas suffisamment de quoi se nourrir pour maintenir un régime sain et nutritif. En Afrique de l'Est, des essaims de criquets ravagent les cultures et menacent des millions de personnes supplémentaires de la faim⁴⁸.

L'insécurité alimentaire contribue largement à une mauvaise santé et affaiblit le système immunitaire. Elle vient s'ajouter au défi sanitaire immense auquel sont confrontés les pays à l'heure actuelle. Avec la fermeture des marchés alimentaires, les producteurs et productrices perdant l'accès à leurs champs et les travailleurs et travailleuses ne pouvant plus de rendre sur leur lieu de travail, les chaînes d'approvisionnement seront défaillantes et moins de consommateurs et consommatrices pourront accéder à des denrées alimentaires. Si le virus touche gravement les zones rurales, les conséquences sur la production alimentaire pourraient être lourdes. La plupart des personnes touchées par l'insécurité alimentaire vivent dans des zones rurales⁴⁹, mais la pandémie risque d'impacter la sécurité alimentaire des populations urbaines également. Les personnes travaillant dans le secteur informel sont particulièrement concernées, ainsi que les personnes qui dépendent d'un revenu journalier essentiel pour subvenir à leurs besoins.⁵⁰ Pour ces personnes donc, toute augmentation des prix des denrées alimentaires serait catastrophique. Par ailleurs, il est essentiel de tenir compte du genre. En effet, les femmes constituent une grande partie de la main d'œuvre de la production alimentaire. Elles auront besoin d'un soutien adapté à leurs besoins spécifiques. Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, en raison de normes sociales en place, les femmes ont souvent la responsabilité de nourrir leur famille et mangent souvent moins que les autres et en dernier⁵¹.

Les donateurs devront prendre des mesures afin de protéger la sécurité alimentaire des pays les plus touchés, en particulier les pays importateurs nets de produits alimentaires, qui sont les plus vulnérables aux chocs liés aux prix et à l'offre. Afin de répondre aux besoins immédiats, il faut mettre en œuvre des transferts monétaires (y compris via des systèmes de paiement mobile et de chaînes de blocs) et, là où cela s'avère nécessaire, une aide alimentaire en temps opportun pour que les personnes qui vivent dans la pauvreté aient la possibilité

d'acheter suffisamment de denrées avant que les mesures de confinement ne soient appliquées.

Les donateurs et les pays partenaires doivent impérativement continuer d'investir dans le développement de l'agriculture, avec une attention particulière sur les systèmes alimentaires territoriaux⁵², qui à travers leur diversité et racines locales, sont les mieux placés pour assurer la sécurité alimentaire. Placer les producteurs et productrices ainsi que les travailleurs et travailleuses sous une protection sociale, les aider à éviter de vendre leurs biens agricoles et les soutenir dans le réapprovisionnement en intrants sont des mesures essentielles nécessaires dans l'immédiat. Il peut également être utile de soutenir les plans des gouvernements d'acquisition des biens agricoles auprès de l'agriculture familiale et paysanne de façon à augmenter (ou à créer) des stocks régulateurs. Des mesures visant à maintenir le pouvoir d'achat des consommateurs et consommatrices à revenu faible par le biais de transferts monétaires, de coupons ou d'emplois temporaires sont essentielles.

GARANTIR UNE INTERVENTION D'URGENCE DE QUALITE

La façon dont l'intervention d'urgence sera mise en œuvre aura également son importance. L'importance d'une réponse mondiale coordonnée et mise en œuvre localement a été soulignée dans la Section 2. Les principes supplémentaires ci-dessous doivent guider le soutien immédiat des donateurs.

Respecter les principes humanitaires et d'efficacité du développement

Alors que le coronavirus entraîne une augmentation des besoins humanitaires dans les pays en développement, les donateurs doivent impérativement soutenir les gouvernements à gérer une intervention conforme à leurs plans et exigences nationales. Les donateurs doivent fournir des financements via des mécanismes permettant une intervention menée au niveau national avec l'entière participation des systèmes de santé nationaux, des agences nationales de gestion des catastrophes et des organismes locaux d'intervention en cas de catastrophes. La société civile et les personnes affectées par la crise doivent être impliquées à toutes les étapes de l'intervention.

Les donateurs, les gouvernements nationaux et les acteurs humanitaires dans les pays concernés doivent impérativement opérer avec transparence. Les donateurs doivent se conformer aux principes humanitaires⁵³, au droit international humanitaire et aux droits humains⁵⁴, aux principes de « Good Humanitarian Donorship »⁵⁵ ainsi qu'aux engagements du « Grand Bargain » relatifs au financement adéquat et au leadership humanitaire local⁵⁶. Conformément à l'approche en nexus humanitaire-développement-paix, les donateurs doivent fournir une assistance humanitaire faisant tomber les barrières entre les actions

humanitaires et de développement et qui met l'accent sur le renforcement de la résilience.

Fournir une assistance humanitaire féministe

Les inégalités structurelles de genre ainsi que les normes sociales et culturelles préexistantes viennent s'entrecouper avec d'autres identités (âge, ethnicité, classe sociale, etc.) et influent sur l'accès aux ressources, aux informations et aux services ainsi que sur la sûreté, la sécurité et les responsabilités de soin.

Une intervention humanitaire féministe, centrée sur l'égalité de genre et les droits des femmes, est indispensable. Les donateurs doivent reconnaître les rôles essentiels que les femmes et les organisations dirigées par des femmes jouent dans la mise en œuvre de l'intervention et travailler en partenariat avec ces dernières. Étant donné que l'intervention différera selon le contexte (urbain, rural, camps de réfugié-e-s et de personnes déplacées internes, etc.), les connaissances des femmes sur leur communauté seront vitales à l'heure de répondre aux besoins des plus vulnérables. Les donateurs doivent par ailleurs veiller à inclure dans leur réponse l'intégration systématique du genre et à la fois, des programmes ciblant les femmes et les filles. Ils doivent impérativement envisager d'augmenter leur soutien face à des violences basées sur le genre accrues pendant les périodes de confinement. Enfin, il sera essentiel que les organismes de coordination collectent, utilisent et diffusent des données ventilées par sexe et par âge.

Protéger les réfugié-e-s, les migrant-e-s et les personnes déplacées internes

Fin 2018, on comptait 71 millions de personnes déplacées de force par les impacts des changements climatiques, la violence, un conflit ou la persécution⁵⁷, un chiffre susceptible d'avoir augmenté en 2019.⁵⁸ Les communautés vivant dans des camps de réfugié-e-s et de PDI ainsi que dans des campements informels sont confrontées à un risque accru d'infection. Par ailleurs, dans ces contextes, la prévention et l'intervention s'avèrent plus difficiles. Beaucoup de personnes vivent dans un environnement surpeuplé, avec de mauvaises conditions d'hygiène. Elles manquent d'eau salubre et de services de santé adéquats. Le temps commence à manquer pour empêcher la maladie de s'installer.

Les réponses des donateurs au coronavirus doivent impérativement garantir que les réfugié-e-s, les migrant-e-s, les PDI et leurs organisations, y compris celles dirigées par des femmes, sont inclus dans les plans régionaux et locaux de préparation et de mise en œuvre. Ces organisations joueront un rôle clé dans les interventions dirigées par la communauté pour assurer l'accès à des informations justes et en temps opportun, dans la ou les langues nécessaires, et afin de tenir compte des risques et besoins propres à leur population. Toute personne, indépendamment de son statut légal ou de son identité, doit avoir accès à des soins de santé et aux autres services essentiels sans avoir à craindre la déportation ou la détention, l'incrimination,

l'exploitation ou les abus. Le financement doit venir s'ajouter à des plans d'intervention humanitaire et d'aide aux réfugié-e-s préexistants. Il sera primordial de respecter le droit d'asile et le principe de non refoulement et de veiller à ce que les réfugié-e-s, les migrant-e-s et les PDI ne soient pas stigmatisé-e-s.

Protéger l'espace civique

Des mesures extraordinaires sont nécessaires afin d'enrayer le coronavirus, mais elles doivent être contrebalancées par des protections extraordinaires des droits humains. Les mesures d'urgence pour la lutte contre le virus doivent être proportionnées, non discriminatoires et mises en place aussi longtemps que nécessaire. Entre la suspension du contrôle parlementaire dans certains pays et l'usage excessif de la force par les organismes de sécurité et la surveillance accrue des citoyennes et citoyens dans d'autres⁵⁹, Oxfam s'inquiète que les mesures prises en réponse au coronavirus soient utilisées par des gouvernements opportunistes afin de réprimer les opposant-e-s et de manipuler l'environnement socio-politique.

Les efforts des acteurs humanitaires et de la société civile, d'organisations formelles et de groupes informels qui ont été formés afin de répondre aux besoins urgents pendant la crise, ajoutent une force essentielle à la réponse collective. La société civile comblera les lacunes en termes de services et nouera le contact avec les communautés marginalisées en difficulté que les institutions officielles débordées ne peuvent pas soutenir. Par conséquent, les donateurs doivent impérativement protéger l'accès humanitaire et faire en sorte que les gouvernements n'utilisent pas les mesures d'urgence et les lois spéciales comme une tactique visant à criminaliser les organisations de la société civile (OSC), les acteurs humanitaires et les défenseurs des droits humains, et *in fine* à entraver leur travail légitime.

Les mesures d'urgence pour la lutte contre le virus doivent être proportionnées, non discriminatoires et mises en place aussi longtemps que nécessaire.

4 REPENSER L'AIDE DE DEMAIN POUR DES SOCIÉTÉS PLUS ÉGALITAIRES ET PLUS RÉSILIENTES

Le coronavirus menace les efforts mondiaux de lutte contre la pauvreté, les inégalités et la crise climatique. Des décennies de recul de la pauvreté sont en jeu⁶⁰ tout comme les progrès collectifs réalisés en matière d'ODD. Mais à chaque crise la possibilité de faire les choses différemment. Cette crise doit tirer la sonnette d'alarme auprès des donateurs. En effet, ils doivent repenser le système d'aide et ses priorités

à moyen et long terme afin de maximiser les contributions à l'aide au développement pour construire un monde libéré de la pauvreté et des inégalités et lutter contre la crise climatique, et tenter de pouvoir encore limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C. Nous devons absolument amorcer un tel changement afin de mieux reconstruire et réparer les systèmes qui en premier lieu, ont rendu tant de personnes vulnérables.

Les pays donateurs doivent :

LUTTER CONTRE LES INEGALITES EN SOUTENANT DES DEPENSES SOCIALES ET UNE FISCALITE PROGRESSIVES

Financer des services publics mettant fin aux inégalités

En matière de réduction de la pauvreté et des inégalités, les services publics gratuits de qualité ont déjà fait leurs preuves. Les secteurs comme la santé ou l'éducation reçoivent une part importante de l'aide, mais ces dix dernières années, cette part s'est vue réduite à mesure que les donateurs favorisaient des secteurs comme les infrastructures ou le secteur bancaire⁶¹. Aujourd'hui plus que jamais, les donateurs doivent investir dans le renforcement des institutions publiques afin d'offrir des services essentiels de qualité. Cette aide doit être fournie par le biais d'une **aide budgétaire** autant que possible, car il s'agit à terme du moyen le plus efficace pour construire des systèmes nationaux.

Lorsqu'un tel soutien ne s'avère pas possible, le financement doit être orienté vers des organisations humanitaires locales et internationales. En outre, des plans clairs doivent être élaborés afin de remettre les projets aux mains des gouvernements nationaux sur le long terme, conformément à l'approche en nexus humanitaire-développement.

Au-delà de la réponse immédiate à la crise sanitaire, soutenir des systèmes de santé publique gratuits et de qualité

Dans les pays pauvres, l'aide au développement finance 29 % des dépenses de santé⁶² et joue un rôle vital dans le renforcement des systèmes de santé publique et dans la lutte contre les maladies. Depuis sa création en 2002, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme a contribué à sauver plus de 32 millions de vies. En 2018 uniquement, grâce au FNUAP, près de 3 millions de femmes ont pu accoucher avec l'assistance de personnel qualifié, limitant ainsi les taux de mortalité maternelle.

Dans les pays pauvres, l'aide au développement finance 29 % des dépenses de santé et joue un rôle vital dans le renforcement des systèmes de santé publique et dans la lutte contre les maladies.

L'aide au développement a favorisé des progrès majeurs dans le domaine de la santé, mais cela n'est pas suffisant. La pandémie de coronavirus révèle les conséquences catastrophiques de systèmes de santé faibles, sous-financés et inégalitaires. Elle montre également que

lorsqu'un virus peut se propager si rapidement, la santé publique universelle est un enjeu mondial. Elle doit inciter des efforts sans précédent en faveur de systèmes de santé plus justes, faire tomber toutes les barrières à l'accès à la santé, et garantir une couverture santé universelle d'ici 2030. Les mesures prises pour fournir des soins de santé gratuits pendant la crise ne doivent pas être temporaires, mais permanentes. En République démocratique du Congo (RDC), le gouvernement a décidé de fournir des soins de santé gratuits face à l'épidémie d'Ébola qui a éclaté en 2018. Cette décision a non seulement été déterminante pour lutter contre le virus, mais elle a également permis d'améliorer les soins de santé dans leur ensemble ; les consultations pour pneumonie et diarrhée ont doublé et le nombre de femmes accouchant en clinique a connu entre 20 et 50 % d'augmentation. Ces bénéfices ont été immédiatement perdus suite au retrait des soins de santé gratuits⁶³.

L'aide des pays riches en soutien aux systèmes de santé des pays pauvres était de seulement 16 milliards de dollars en 2017, soit 0,03 % du PIB des pays à revenu élevé, contre 18 milliards de dollars en 2014, son point culminant⁶⁴. Il est grand temps de renverser cette tendance. Par ailleurs, les donateurs doivent impérativement cesser de soutenir la privatisation des services de santé, qui exacerbe les inégalités en créant des systèmes à deux vitesses. Privatiser la fourniture de soins de santé peut donner lieu à des situations dans lesquelles les personnes vivant dans la pauvreté paient pour des services de qualité douteuse, tandis que les plus riches peuvent s'offrir les meilleurs services. Chaque seconde, trois personnes basculent dans la pauvreté extrême à cause des frais de santé⁶⁵.

L'aide des pays riches en soutien aux systèmes de santé des pays pauvres correspondait à seulement 0,03 % de leur PIB en 2017, et a chuté de son point culminant de 18 milliards de dollars en 2014 pour atteindre 16 milliards en 2017.

Soutenir une éducation publique de qualité et gratuite

La pandémie de coronavirus entraîne une crise immédiate de l'éducation avec plus de 90 % des étudiant-e-s – plus d'1,3 milliard de personnes – confronté-e-s à la fermeture de leur école⁶⁶. La façon dont les enfants traverseront cette crise repose principalement sur le niveau de revenus des parents. La fermeture des écoles aura des effets à long terme sur les résultats scolaires, en particulier pour les enfants vivant dans la pauvreté. Elles auront également un impact négatif sur la sécurité des enfants, sur le nombre d'enfants confrontés aux violences ou à la faim, et sur le nombre de grossesses chez les adolescentes⁶⁷.

L'aide publique au développement fournit un soutien indispensable pour renforcer les systèmes d'éducation dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Grâce au financement multilatéral assuré via le Partenariat mondial pour l'éducation (PME), 347 000 enseignant-e-s ont été formé-e-s en 2018 (une augmentation par rapport aux 98 000 personnes formées en 2014). En Sierra Leone grâce à l'aide, le gouvernement a pu s'engager à garantir 12 ans d'éducation gratuite pour toutes et tous. Les donateurs doivent impérativement augmenter leur financement en faveur de l'éducation, en se concentrant particulièrement sur l'accès et la qualité. Dans l'immédiat, les donateurs doivent s'engager à apporter des contributions supplémentaires aux fonds spécifiques à la pandémie mis en place par le PME.⁶⁸

Les donateurs doivent impérativement cesser tout soutien en faveur de l'éducation privée, qui exacerbe la ségrégation et l'exclusion, engendre une éducation de qualité insuffisante ainsi que le manquement aux normes et réglementations, et qui donne lieu à de mauvaises conditions de travail⁶⁹. L'engagement récent de la Société financière internationale, membre du Groupe de la Banque mondiale, de geler ses investissements dans les écoles privées maternelles, primaires, et secondaires constitue un pas de géant en faveur du droit à l'éducation. Les donateurs bilatéraux et leurs organes financiers doivent lui emboîter le pas⁷⁰.

L'engagement récent d'IFC de geler ses investissements dans les écoles privées maternelles, primaires, et secondaires constitue un pas de géant en faveur du droit à l'éducation.

Augmenter l'aide en soutien à la protection sociale

Le coronavirus révèle plus que jamais le rôle vital que les subventions et autres formes de protection sociale universelle peuvent jouer dans la lutte contre les inégalités et la protection des personnes vulnérables, à la fois en temps normal et en temps de crise. Dans nombre de pays pauvres, l'aide au développement constitue déjà un soutien essentiel aux gouvernements afin qu'ils fournissent une protection sociale. De fait, l'aide fournit 100 % du financement pour les programmes de protection sociale dans six pays à revenu faible en Afrique subsaharienne et une part significative dans certains pays à revenu intermédiaire comme le Kenya et le Ghana, où les donateurs financent respectivement environ 33 % et 20 % de ces programmes⁷¹. Mais les donateurs consacrent une bien maigre part de leur aide à la protection sociale ; seulement 0,7 % de l'aide publique au développement en 2018, à peine plus d'un milliard de dollars⁷². Les donateurs doivent expressément augmenter leur part d'aide en soutien aux plans de protection sociale. Lorsque cela est possible, ils doivent assurer cette aide par le biais de mécanismes nationaux de protection sociale existants, tout en renforçant ces mécanismes conformément aux normes internationales et en développant des solutions pour un financement durable de tels systèmes, basées sur la mobilisation des ressources domestiques.

Les donateurs consacrent une bien maigre part de leur aide à la protection sociale, seulement 0,7 % de l'aide publique au développement en 2018, à peine plus d'un milliard de dollars.

Renforcer l'aide afin de soutenir le développement de systèmes fiscaux équitables

La pandémie aura des conséquences considérables sur la mobilisation des ressources nationales. Elle entamera la capacité de la plupart des pays à soutenir une réponse nationale face au coronavirus, ainsi qu'à financer les investissements publics extraordinaires qui seront nécessaires pendant et après la crise. Les donateurs doivent maintenir ou surpasser leurs engagements en matière d'aide pour la mobilisation des ressources nationales. Il est important de noter que la coopération relative à la mobilisation des ressources nationales doit donner la priorité à la construction de systèmes fiscaux équitables⁷³, lesquels s'avèrent résilients en temps de crise et aideront à réduire les inégalités qui ont rendu vulnérables tant de ménages. Les donateurs doivent impérativement remédier aux incohérences en matière de politiques, qui ont sapé les efforts de lutte contre l'évasion fiscale et autres pratiques fiscales néfastes. Alors que l'Addis Tax Initiative (ATI) prépare son agenda « post-2020 », des engagements concrets en faveur d'une

mobilisation des ressources nationales plus équitable et de l'amélioration de la cohérence politique et du contrat social sont essentiels.

GARANTIR UNE REPRISE ECONOMIQUE FEMINISTE

La pandémie menace d'exacerber des niveaux déjà inacceptables d'inégalités entre les genres. Bien que le virus semble tuer plus d'hommes que de femmes⁷⁴, les femmes souffriront davantage des multiples conséquences de la pandémie. Par exemple, 70 % du personnel de santé dans le monde sont des femmes, et elles constituent une part bien plus importante du personnel infirmier⁷⁵. Les femmes sont beaucoup plus susceptibles de travailler dans le secteur informel et par conséquent d'être privées de tout droit du travail⁷⁶. Ce sont les femmes qui réalisent la majeure partie du travail de soin non rémunéré⁷⁷, lequel augmente de façon exponentielle face au virus. Ce problème sera en outre exacerbé si cette pandémie est suivie d'une politique d'austérité, comme cela a été le cas après la crise financière de 2008. Appliquer des coupes budgétaires dans les services de garde d'enfants et de soin aux personnes âgées ainsi que dans les systèmes de santé publique revient à contraindre les femmes de rester chez elles. En outre, elles n'y sont pas toujours en sécurité. En effet, des rapports indiquent déjà que la violence domestique a doublé dans les provinces chinoises confinées⁷⁸, et les violences sont à la hausse également dans d'autres pays appliquant des mesures de confinement⁷⁹.

En 2017-2018, malgré des augmentations constantes, l'aide consacrée à l'égalité de genre et aux droits des femmes représentait seulement 4 % de l'aide bilatérale, avec près de 60 % de l'aide aveugle au genre⁸⁰. De plus, seul 1 % de l'aide des donateurs intégrant le genre destinée à la société civile a été directement allouée à des ONG de femmes dans les pays à revenu faible et intermédiaire en 2017-2018⁸¹. Tandis que les données en matière de financement de l'égalité de genre rapportées par les donateurs mêmes indiquent une augmentation, il n'apparaît pas clairement si ces financements sont en fait consacrés au travail en faveur de l'égalité de genre. Les recherches menées par Oxfam ont révélé un écart majeur entre les financements déclarés par les donateurs (à travers le marqueur genre du CAD de l'OCDE) et la qualité de l'intégration du genre de ces projets⁸².

Les donateurs doivent maintenant réellement repenser l'aide de façon à intégrer les principes féministes, à mettre l'égalité de genre et les organisations de défense des droits des femmes au cœur des programmes de demain et à favoriser l'autonomisation des femmes et des organisations dirigées par des femmes.

Les donateurs doivent maintenir ou dépasser leurs engagements en matière d'aide pour la mobilisation des ressources nationales. Il est important de noter que la coopération relative à la mobilisation des ressources nationales doit donner la priorité à la construction de systèmes fiscaux équitables, lesquels s'avèrent résilients en temps de crise et aideront à réduire les inégalités qui ont rendu vulnérables tant de ménages.

En 2017-2018, malgré des augmentations constantes, l'aide consacrée à l'égalité de genre et aux droits des femmes représentait seulement 4 % de l'aide bilatérale, avec près de 60 % de l'aide ne tenant pas compte du tout des questions de genre.

RECONSTRUIRE UN AVENIR PLUS DURABLE ET PLUS RESILIENT

Renforcer le contrat social entre les citoyen-ne-s et l'État

L'importance d'un contrat social solide entre les citoyen-ne-s et l'État, où des institutions efficaces sont tenues de rendre des comptes auprès de citoyen-ne-s actifs, n'est jamais aussi évidente qu'en période de crise. L'aide de demain doit occuper un rôle plus important dans la construction d'un tel contrat.

Cela signifie construire des systèmes gouvernementaux robustes et disposés à rendre des comptes. Les pays à revenu faible et intermédiaire doivent décider de la façon dont ils utilisent l'aide afin d'atteindre leurs objectifs de reprise économique et de développement. Les donateurs doivent respecter l'appropriation par les pays en alignant l'aide sur leurs stratégies nationales, en la fournissant via les systèmes nationaux (à ce jour, seuls 55 % de l'aide versée par les pays donateurs du CAD aux gouvernements de pays à revenu faible et intermédiaire l'a été par le biais des systèmes nationaux⁸³), et en octroyant des financements à long terme, prévisibles et transparents. Les donateurs ne doivent pas inclure de conditionnalités économiques dans les plans de financement lorsqu'ils cherchent à aider des pays à faire face à une crise et à s'en relever. En revanche, leur priorité absolue doit être d'obtenir des engagements publics de la part des gouvernements à augmenter rapidement le financement de la santé publique et de la protection sociale des citoyennes et citoyens. Ils doivent par ailleurs les appeler à dévoiler les données fiscales, budgétaires et relatives aux dépenses de manière à garantir que l'argent est dépensé dans la transparence et la redevabilité. À travers son programme mondial FAIR (qui promeut la redevabilité fiscale comme outil de réduction des inégalités), Oxfam soutient des campagnes de la société civile dans plus de 40 pays afin de « suivre l'argent » et défend le principe d'équité dans les décisions des gouvernements en matière de fiscalité, de budget et de dépenses⁸⁴.

Un contrat social qui fonctionne **signifie également d'apporter un soutien solide à la citoyenneté active pour que les gouvernements soient tenus de rendre des comptes.** Les donateurs doivent impérativement donner la priorité à l'accès aux informations ainsi qu'à un environnement favorable pour la société civile dans leurs partenariats avec les gouvernements pendant l'intervention en réponse à la crise et le relèvement. Ils doivent augmenter leur soutien direct aux OSC, aux organisations dirigées par des femmes, aux mouvements sociaux et au renforcement d'alliances, avec des mécanismes de financement flexibles qui permettent aux OSC de s'adapter à des environnements politiques volatiles. Les donateurs doivent augmenter les financements en faveur des OSC en particulier, qui ont reçu moins d'1 % de l'aide bilatérale en 2017⁸⁵.

Les donateurs doivent de toute urgence augmenter les financements en faveur des OSC, qui ont seulement reçu moins d'1 % de l'aide bilatérale en 2017.

Bâtir une économie centrée sur l'humain

La crise actuelle expose les échecs du modèle économique néolibéral, qui est axé sur la dérégulation, la privatisation, la libéralisation et l'extension des mécanismes de marché à toujours plus de domaines d'activité humaine et qui concentre les richesses entre les mains d'une minorité. Mais elle offre aussi l'occasion de changer de direction et de construire des économies centrées sur l'humain, des économies plus égalitaires, propices à l'autonomisation et durables, mieux à même de créer des opportunités économiques décentes et de soutenir un développement résilient pour les femmes et les personnes vivant dans la pauvreté, tout en assurant l'avenir de notre planète.

À cet égard, l'aide peut avoir un rôle à jouer⁸⁶. Elle peut participer à la création d'emplois décents en soutenant les organisations de travailleurs et travailleuses et en incitant les entreprises internationales à respecter les droits humains tout au long de leurs chaînes d'approvisionnement.

Elle peut soutenir les producteurs, productrices et travailleurs et travailleuses agricoles ainsi que les communautés rurales. Cela peut se faire via des investissements publics visant à augmenter la productivité agricole de façon à restaurer et à protéger l'environnement et à lutter contre la crise climatique. En même temps, l'aide devrait mettre un terme aux subventions excessives versées aux grands producteurs ainsi que les investissements dans l'acquisition de terres qui dépossèdent les paysannes et paysans, les communautés locales et les populations autochtones. Elle peut favoriser des systèmes alimentaires locaux qui promeuvent des aliments nutritifs protégeant la santé de la communauté.

Enfin, l'aide peut également stimuler des modèles commerciaux alternatifs qui, de par leur nature, partagent les profits et donnent la priorité aux intérêts des femmes, des travailleurs et travailleuses, des paysans et paysannes, des communautés, et des consommateurs et consommatrices.

Soutenir une relance verte

Lorsque les pays se relèveront de cette crise de santé publique, il faudra impérativement veiller à ne pas revenir à la situation précédente, mais soutenir plutôt une économie résiliente, durable, inclusive et sans incidence sur le climat, qui permette de limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C. Pour y arriver, il convient de miser sur une économie verte robuste. Les flux financiers en faveur du climat doivent absolument constituer des fonds supplémentaires à l'aide et être axés en premier lieu sur la protection des personnes les plus vulnérables. Des fonds doivent être consacrés à l'adaptation aux changements climatiques et à la résilience au regard des perturbations croissantes dans la vie et les moyens de subsistance des personnes vivant dans la pauvreté et les communautés se trouvant en première ligne de la crise. Cette pandémie révèle à quel point les vulnérabilités exacerbent les inégalités. La résilience de la société repose sur les efforts collectifs visant à protéger les vies des personnes les plus vulnérables. Le changement climatique

ne constitue pas une menace lointaine à venir : nous vivons déjà une crise climatique, avec des dizaines de millions de vies et de moyens de subsistance perdus à cause de la pollution et des changements climatiques chaque année, et les impacts accélérant leur course sur quelques décennies.

VEILLER A CE QUE L'AIDE N'EXACERBE JAMAIS LES INEGALITES

Plus de subventions, moins de prêts, pas de dettes

Les pays pauvres peinent déjà à honorer le service de la dette, qui restreint leur capacité à faire face à la crise. En 2018, la dette totale des pays à revenu faible et intermédiaire (dette privée, publique, intérieure et extérieure) a atteint le niveau record de 191 % de leurs PIB combinés⁸⁷. Début 2020, 46 pays dépensaient en moyenne quatre fois plus dans le remboursement de la dette que dans les services de santé publique⁸⁸. Au Ghana, le service de la dette est 11 fois plus important que le budget de la santé du gouvernement⁸⁹.

Toutefois au cours des dix dernières années, les donateurs ont augmenté l'aide sous forme de prêts ; les prêts issus de l'aide bilatérale ont augmenté de près de 50 % entre 2010 et 2018, contre 13 % d'augmentation pour les subventions sur la même période⁹⁰. Augmenter le service de la dette en accordant plus de prêts ne fera qu'aggraver le problème. Pour soutenir ces pays, seul-e-s les subventions et prêts à des conditions très favorables doivent être de mise. Par ailleurs, les dettes doivent être annulées afin de libérer les ressources publiques en faveur des besoins des citoyen-ne-s. Les ressources limitées en aide ne doivent pas être utilisées pour honorer le service de la dette existant, tout comme l'allègement de la dette ne doit pas être considéré comme de l'aide dans la comptabilisation future des dépenses en aide publique au développement. L'annonce récente du FMI concernant un allègement de la dette pour 25 pays suite à la crise est une mesure bienvenue. Cependant, non seulement ce plan manque d'ambition (trop peu pour un nombre trop limité de pays), mais il aura pour conséquence de voir les contributions à l'aide utilisées pour rembourser cette dette envers le FMI. Oxfam défend que le FMI a les moyens d'annuler le remboursement de la dette en vendant une partie de ses réserves en or⁹¹.

De nombreux pays partenaires devront se résoudre à accepter n'importe quelle offre pour survivre aux prochains mois. Les donateurs ont la responsabilité de fournir des ressources sans alourdir le fardeau existant.

Les prêts issus de l'aide bilatérale ont augmenté de près de 50 % entre 2010 et 2018, contre 13 % d'augmentation pour les subventions sur la même période.

Ne pas compromettre les solutions publiques

Les donateurs et organismes internationaux accordent une place toujours plus importante au secteur privé dans leurs stratégies de développement. L'« approche en cascade » de la Banque mondiale, qui vise à utiliser en priorité les financements privés, n'est qu'un exemple parmi tant d'autres⁹². En 2018, les donateurs du CAD ont dépensé près de 3 milliards de dollars dans l'aide bilatérale afin de promouvoir, d'attirer et de subventionner des investissements du secteur privé dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Ce chiffre est relativement modeste, mais il est susceptible de croître à l'avenir sous la pression grandissante de devoir « mobiliser » des fonds privés pour combler le déficit de financement des ODD.

Bien que le secteur privé ait un rôle important à jouer dans la réalisation des objectifs de développement, avec les bonnes garanties et dans le bon contexte⁹³, la pandémie de coronavirus constitue un important rappel des limites des solutions basées sur le marché en ce qui concerne les défis et biens communs mondiaux tels que la santé, et les conséquences néfastes qu'ont eu des décennies d'effritement des capacités des États. Cette crise révèle l'importance capitale de l'action collective, menée par des gouvernements qui rendent des comptes à leur population.

Aujourd'hui plus que jamais, nous devons veiller à ce que l'attention accordée à « mobiliser des financements privés » n'éclipse pas l'importance du financement public et des solutions publiques en matière de développement. Les sorties massives d'investissements directs étrangers (IDE) que nous constatons dans les pays à revenu faible et intermédiaire en conséquence de la crise indiquent à quel point l'investissement privé peut être incertain. Cette situation doit encourager les donateurs à procéder avec prudence lorsqu'ils utilisent les fonds précieux de l'aide pour attirer les investissements privés dans les pays à revenu faible et intermédiaire et à se concentrer plutôt sur le renforcement des capacités des États à soutenir la santé et la redevabilité de la société ainsi qu'un secteur privé responsable grâce auquel prospérer.

Ne pas détourner l'aide pour servir des intérêts économiques et politiques nationaux

Les donateurs ne doivent jamais placer leurs propres intérêts avant ceux des personnes vivant dans la pauvreté, encore moins lorsqu'il s'agit de répondre à la crise actuelle. Les plans financiers considérables développés aujourd'hui ressentiront la pression des intérêts nationaux, ce qui pourrait compromettre l'efficacité de l'aide. En 2016, les donateurs ont octroyé 51 % des contrats d'aide qu'ils déclarent à l'OCDE à leurs propres entreprises nationales, et à seulement 7 % de fournisseurs dans les pays les plus pauvres⁹⁴. Les donateurs doivent absolument donner la priorité aux besoins des pays partenaires plutôt qu'à leurs propres intérêts économiques et politiques de court terme. Plus précisément, ils devront rendre les diagnostics, traitements et vaccins (lorsqu'ils seront

prêts) disponibles gratuitement, sans payer de redevances exorbitantes aux entreprises pharmaceutiques.

PASSER DE LA CHARITE A LA JUSTICE

La pandémie de coronavirus montre toute l'importance des interventions mondialement coordonnées impliquant tous les pays. Les donateurs du Nord, rassemblés dans le CAD de l'OCDE, dominent le système actuel d'aide. La tendance grandissante d'une mobilisation internationale tournée vers les intérêts nationaux plutôt que vers la coopération mondiale doit impérativement s'inverser. Il est temps de rendre le système d'aide plus inclusif et plus légitime, de voir un multilatéralisme éclairé revenir sur le devant de la scène. Au minimum, cela garantirait que les décisions relatives à l'aide ne seront pas prises uniquement par les pays donateurs du Nord, mais sur un pied d'égalité avec les gouvernements des pays à revenu faible et intermédiaire – y compris avec les acteurs de la coopération au développement des pays du Sud – en consultation avec la société civile.

Mais cette crise doit nous pousser à voir plus grand. En jetant les bases d'un système d'aide qui n'est pas fondé sur la volonté des pays riches à donner, mais sur un mécanisme international de redistribution entre les pays les plus riches et les pays les plus pauvres, nous pourrions enfin passer de la charité à la justice.

5 CONCLUSION

L'Histoire montre que les crises ouvrent souvent la voie à des changements majeurs⁹⁵. L'aide internationale elle-même a émergé des efforts de reconstruction après la Seconde Guerre mondiale⁹⁶. La crise sans précédent que nous traversons aujourd'hui constituera un moment décisif pour l'aide de demain.

Une crise sans précédent demande une solidarité sans précédent. Des mesures immédiates et décisives sont nécessaires maintenant, à une échelle inouïe, afin d'éviter que le coronavirus ne fasse reculer la lutte contre la pauvreté et les inégalités de plusieurs décennies. L'aide internationale, alliée à l'annulation de la dette, à la création de nouvelles réserves internationales et à une fiscalité progressive, devront être en première ligne de la réponse.

Si l'aide internationale doit prouver sa valeur, c'est maintenant. Pour être à la hauteur de cette crise sans précédent, sauver des vies et construire un avenir meilleur, les donateurs doivent impérativement : (1) réunir d'urgence de nouveaux fonds d'aide internationale afin d'aider les pays pauvres à faire face à la crise ; (2) donner la priorité aux mesures de prévention, de santé, de protection sociale et de sécurité alimentaire afin

de limiter la propagation du virus et de sauver des vies, tout en respectant les principes relatifs à la qualité de l'aide ; et (3) repenser l'aide de demain en vue de construire des sociétés plus égalitaires et plus résilientes, afin de mieux préparer l'humanité à faire face à de futures crises.

NOTES

Tous les liens ont été consultés pour la dernière fois en avril 2020.

- 1 Centre collaborateur de l'OMS pour la modélisation des maladies infectieuses, MRC Centre for Global Infectious Disease Analysis, Abdul Latif Jameel Institute for Disease and Emergency Analytics, et l'Imperial College de Londres. (2020). *The Global Impact of COVID-19 and Strategies for Mitigation and Suppression*. <https://www.imperial.ac.uk/mrc-global-infectious-disease-analysis/covid-19/report-12-global-impact-covid-19/>
- 2 A. Sumner et al. (2020). *Estimates of the Impact of COVID-19 on Global Poverty*. Université des Nations Unies. Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement. Document de travail. UNU-WIDER : Helsinki. <https://www.wider.unu.edu/publication/estimates-impact-covid-19-global-poverty>
- 3 ONU Femmes. (2020). *The Impact of COVID-19 on Women*. <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/policy-brief-the-impact-of-covid-19-on-women-en.pdf?la=en&vs=1406>
- 4 Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). (30 mars 2020). *UN Calls for \$2.5 Trillion Coronavirus Crisis Package for Developing Countries*. <https://unctad.org/en/pages/newsdetails.aspx?OriginalVersionID=2315>
- 5 À ce jour, il n'existe pas d'estimations concernant les besoins des pays à revenu faible et intermédiaire en matière d'aide financière visant à faire face aux conséquences sanitaires, sociales et économiques du coronavirus. En l'absence d'estimations basées sur les besoins, nous avons fondé notre analyse sur la somme de 500 milliards de dollars préconisée par la CNUCED. La CNUCED a plaidé pour un programme d'aide de 500 milliards de dollars en faveur des pays à revenu faible et intermédiaire afin de soutenir leur réponse au coronavirus, ce qui représente un quart de ce que les donateurs du CAD auraient dépensé ces dix dernières années s'ils avaient atteint l'objectif commun d'allouer 0,7 % de leur RNB à l'aide publique au développement (CNUCED [30 mars 2020]. *UN Calls for \$2.5 Trillion Coronavirus Crisis Package for Developing Countries*. Ibid.). Au lieu de ventiler les 500 milliards selon les engagements passés non tenus, Oxfam a choisi de se baser sur le RNB des pays, qui est un indicateur de richesse et de capacité à contribuer. De plus, nous considérons que dans l'esprit d'une réponse mondiale à une pandémie mondiale, les pays les plus riches du monde - pas seulement les donateurs du CAD - doivent contribuer à la réponse au coronavirus, au moins de façon proportionnelle à leur richesse. Les membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE réunis cumulent 58,52 % du RNB mondial. Leur juste part cumulée des 500 milliards de dollars espérés avoisine donc les 300 milliards de dollars (58,52 % de 500 Md = 292,6 Md).
- 6 Le 26 mars 2020, les dirigeants du Groupe des vingt (G20), qui réunit les plus grandes économies mondiales, se sont engagés à « injecter 5 000 milliards de dollars dans l'économie mondiale dans le cadre de politiques fiscales ciblées, de mesures économiques et de plans de garantie pour contrer les répercussions sociales, économiques et financières de la pandémie de coronavirus. » 300 milliards d'aide représentent seulement 6 % de 5 000 milliards. Voir G20. (26 mars 2020). *G20 Leaders' Statement: Extraordinary G20 Leaders' Summit – Statement on COVID-19*. [https://g20.org/en/media/Documents/G20_Extraordinary%20G20%20Leaders%E2%80%99%20Summit_Statement_EN%20\(3\).pdf](https://g20.org/en/media/Documents/G20_Extraordinary%20G20%20Leaders%E2%80%99%20Summit_Statement_EN%20(3).pdf)
- 7 Selon le magazine Forbes, les trois hommes les plus riches du monde sont Jeff Bezos (138 Md de dollars), Bill Gates (104,4 Md de dollars) et Bernard Arnault (93 Md de dollars). Leur richesse combinée est de 335 milliards de dollars. Forbes. *The World's Real-Time Billionaires*. <https://www.forbes.com/real-time-billionaires/#51e0a72f3d78>
- 8 Centre collaborateur de l'OMS pour la modélisation des maladies infectieuses, MRC Centre for Global Infectious Disease Analysis, Abdul Latif Jameel Institute for Disease and Emergency Analytics, et l'Imperial College de Londres. (2020). *The Global Impact of COVID-19 and Strategies for Mitigation and Suppression*. Op. cit.
- 9 Ibid.
- 10 ONU Femmes. (2020). *The Impact of COVID-19 on Women*. Op. cit.

- 11 H. Kashiwase. (2020). *Many homes lack basic handwashing facilities*. Banque mondiale. <http://datatopics.worldbank.org/world-development-indicators/stories/many-homes-lack-basic-handwashing-facilities.html>
- 12 D. Moore. (27 mars 2020). *'We Fear, But Have to Work': Isolation not an option for the poor of Nairobi*. The Guardian. <https://www.theguardian.com/global-development/2020/mar/27/we-fear-but-have-to-work-isolation-not-an-option-for-the-poor-of-nairobi-coronavirus>
- 13 Forum économique mondial. *These Are the World's Five Biggest Slums*. <https://www.weforum.org/agenda/2016/10/these-are-the-worlds-five-biggest-slums/>
- 14 Organisation mondiale de la Santé et Banque mondiale. (2017). *Tracking Universal Health Coverage: 2017 Global Monitoring Report*. <http://pubdocs.worldbank.org/en/193371513169798347/2017-global-monitoring-report.pdf>
- 15 Organisation internationale du Travail (OIT). (2018). *Women and men in the informal economy: A statistical picture*. Troisième édition. https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_626831/lang--en/index.htm
- 16 E. Graham-Harrison et. al. (28 mars 2020). *Lockdowns Around the World Bring Rise in Domestic Violence*. The Guardian. <https://www.theguardian.com/society/2020/mar/28/lockdowns-world-rise-domestic-violence>
- 17 Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA). (2 avril 2020). *Réunion restreinte : relevé des conclusions*. http://www.food-security.net/wp-content/uploads/2020/04/RPCA2020_summary-of-conclusions_FR.pdf
- 18 *The Economist*. (26 mars 2020). *The Coronavirus Could Devastate Poor Countries*. <https://www.economist.com/leaders/2020/03/26/the-coronavirus-could-devastate-poor-countries>
- 19 CNUCED. (30 mars 2020). *UN Calls for \$2.5 Trillion Coronavirus Crisis Package for Developing Countries*. Op. cit.
- 20 Banque mondiale. (9 avril 2020). *La pandémie de Covid-19 (coronavirus) entraîne l'Afrique subsaharienne vers sa première récession depuis 25 ans* <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2020/04/09/covid-19-coronavirus-drives-sub-saharan-africa-toward-first-recession-in-25-years>
- 21 Oxfam. (2020). *Le prix de la dignité : Un « plan de sauvetage pour tou-te-s » pour endiguer les ravages économiques de la crise du coronavirus et rebâtir un monde plus égalitaire*. <https://www.oxfam.org/fr/publications/le-prix-de-la-dignite>
- 22 Z. Hansrod. (28 mars 2020). *Covid-19 Could Kill Millions in Africa Without Immediate Action: UN chief*. Radio France Internationale. <http://www.rfi.fr/en/international/20200328-covid-19-could-kill-millions-in-africa-without-immediate-action-help-wealthy-nations-un-chief-guterres-coronavirus>
- 23 CNUCED. (30 mars 2020). *UN Calls for \$2.5 Trillion Coronavirus Crisis Package for Developing Countries*. Op. cit.
- 24 Voir la note de fin 5.
- 25 Voir la note de fin 6.
- 26 Selon le magazine Forbes, les trois hommes les plus riches du monde sont Jeff Bezos (138 Md de dollars), Bill Gates (104,4 Md de dollars) et Bernard Arnault (93 Md de dollars). Leur richesse combinée est de 335 milliards de dollars. Forbes. *The World's Real-Time Billionaires*. Op. cit.
- 27 Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA). (25 mars 2020). *UN Issues \$2 Billion Appeal to Combat COVID-19*. <https://www.unocha.org/story/un-issues-2-billion-appeal-combat-covid-19>
- 28 Organisation mondiale de la Santé. (20 avril 2020). *UN Agencies Issue Urgent Call to Fund the Global Emergency Supply System to Fight COVID-19*. <https://www.who.int/news-room/detail/20-04-2020-un-agencies-issue-urgent-call-to-fund-the-global-emergency-supply-system-to-fight-covid-19>

- 29 Organisation mondiale de la Santé. *Coronavirus Disease 2019: Funding*. <https://www.who.int/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019/donors-and-partners/funding>
- 30 *Le Monde*. (9 avril 2020). *La France va consacrer près de 1,2 milliard d'euros à la lutte contre le coronavirus en Afrique*. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/04/09/la-france-va-consacrer-pres-de-1-2-milliard-d-euros-a-la-lutte-contre-le-coronavirus-en-afrique_6036084_3212.html
- 31 FNUAP. (2020). *We Must Address the Unique Vulnerabilities of Women and Girls Amid COVID-19*. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Policy%20Brief_%20UNFPA_Bayanihan%20Heal%20As%20One%20Act%20%282%29_0.pdf
- 32 L. Sochas et al. (2017). *Counting Indirect Crisis-Related Deaths in the Context of a Low-Resilience Health System: The case of maternal and neonatal health during the Ebola epidemic in Sierra Leone*. *Health Policy and Planning*, 32(3). <https://doi.org/10.1093/heapol/czx108>
- 33 Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE). (9 avril 2020). *COVID-19 Global Pandemic: Joint statement by the Development Assistance Committee (DAC) of the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD)*. <http://www.oecd.org/dac/development-assistance-committee/DAC-Joint-Statement-COVID-19.pdf>
- 34 OCDE. *L'objectif de 0.7% APD/PNB - un historique* <https://www.oecd.org/fr/cad/stats/lobjectifde07apdpnb-unhistorique.htm>
- Les membres du CAD de l'OCDE ont dans l'ensemble accepté l'objectif de 0,7 %, au moins en tant qu'objectif à long terme, avec quelques exceptions notables : la Suisse (qui n'était pas membre des Nations Unies jusqu'en 2002) n'a pas adopté l'objectif. Les États-Unis quant à eux ont déclaré qu'ils étaient « favorables aux buts généraux de la Résolution », mais n'ont souscrit ni aux objectifs ni aux calendriers spécifiques.
- 35 Organisation mondiale de la Santé. (2019). *Global Spending on Health: A world in transition*. https://www.who.int/health_financing/documents/health-expenditure-report-2019.pdf?ua=1
- 36 Organisation mondiale de la Santé. (2019). *World Health Statistics 2019: Monitoring Health for the SDGs. Voir Annexe 2 - Partie 4, 106-112 p.* <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/324835/9789241565707-eng.pdf?ua=1>
- 37 Al Wihda. (24 mars 2020). *Communiqué de Démenti du Gouvernement à Agence France Presse (AFP) Relatif au Nombre de Respirateurs Disponibles au Mali*. https://www.alwihdainfo.com/Communique-de-Dementi-du-Gouvernement-a-Agence-France-Presse-AFP-Relatif-au-Nombre-de-Respirateurs-Disponibles-au-Mali_a84580.html
- 38 Norwegian Refugee Council. (31 mars 2020). *Just Three Ventilators to Cope with Covid-19 in Central African Republic*. <https://www.nrc.no/news/2020/march/just-three-ventilators-to-cope-with-covid-19-in-central-african-republic/>
- 39 R. Maclean and S. Marks. (18 avril 2020). *10 African Countries Have No Ventilators. That's Only Part of the Problem*. *Le New York Times*. <https://www.nytimes.com/2020/04/18/world/africa/africa-coronavirus-ventilators.html?action=click&module=Top%20Stories&pgtype=Homepage>
- 40 Organisation mondiale de la Santé. *Tuberculose*. <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/tuberculosis>
- 41 Organisation mondiale de la Santé. *Global Health Observatory (GHO) Data: Number of malaria deaths*. <https://www.who.int/gho/malaria/epidemic/deaths/en/>
- 42 Oxfam. (2020). *Comment aborder la catastrophe du coronavirus :Le plan mondial de santé publique et l'intervention d'urgence qu'il nous faut maintenant* <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620973/mb-confront-coronavirus-catastrophe-public-health-plan-300320-fr.pdf>

- 43 Les chiffres concernent tous les pays à revenu faible et à revenu intermédiaire inférieur en supposant que les dépenses de santé publiques correspondent à 60 % des dépenses totales, comme l'indiquent les données disponibles. Organisation mondiale de la Santé. (2019). *Global Spending on Health: A world in transition*. Op. cit.
- 44 Oxfam. (2020). Comment aborder la catastrophe du coronavirus. Op. cit.
- 45 OIT. (2017). *Rapport mondial sur la protection sociale 2017-19 : protection sociale universelle pour atteindre les Objectifs de Développement durable*. https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_624892/lang--fr/index.htm
- 46 Pour 13 pays, il semble impossible de compter uniquement sur les ressources domestiques pour financer un socle de protection sociale. Ces pays sont le Rwanda, le Niger, le Togo, Haïti, le Soudan du Sud, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mozambique, le Malawi, Madagascar, le Burundi, la République démocratique du Congo et la République centrafricaine. M. Bierbaum et al. (2017). *Social Protection Floor Index: Update and country studies*. <http://www.socialprotectionfloorscoalition.org/wp-content/uploads/2018/01/2017-Social-Protection-Index.pdf>
- 47 Oxfam. (2020). *Le prix de la dignité : Un « plan de sauvetage pour tou-te-s » pour endiguer les ravages économiques de la crise du coronavirus et rebâtir un monde plus égalitaire*. Op. cit.
- 48 Oxfam. (29 janvier 2020). *Millions of Locusts Devastate Crops in East Africa in the Worst Outbreak in Decades – Oxfam Prepares to Respond*. <https://www.oxfam.org/fr/node/11732>
- 49 A.P. De La O Campos, C. Villani, B. Davis and M. Takagi. (2018). *Ending extreme poverty in rural areas – Sustaining livelihoods to leave no one behind*. Rome, FAO. 84 p. Licence: CC BY-NC-SA 3.0 IGO. <http://www.fao.org/3/CA1908EN/ca1908en.pdf>
- 50 IFPRI. (2017). *2017 Global food policy report*. <https://www.ifpri.org/publication/2017-global-food-policy-report>
- 51 H. Botreau and M. J. Cohen. (2019). *Inégalités de genre et insécurité alimentaire : Dix ans après la crise des prix des denrées alimentaires, pourquoi les agricultrices souffrent-elles encore de la faim ?* <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620841/bp-inegalities-genre-insecurite-alimentaire-1507190-fr.pdf;jsessionid=968B723DD25C9BB4EAF062D8FAF6AA2E?sequence=4>
- 52 Le terme « système alimentaire territorial » fait référence à un système alimentaire intégré reliant les zones urbaines et rurales.
- 53 OCHA. (2012). *Humanitarian Principles*. https://www.unocha.org/sites/dms/Documents/OOM-humanitarianprinciples_eng_June12.pdf
- 54 Comité international de la Croix-Rouge (CICR). (2004). *Qu'est-ce que le droit international humanitaire ?* <https://www.icrc.org/fr/document/quest-ce-que-le-droit-international-humanitaire>
- Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) *International Human Rights Law*. <https://www.ohchr.org/en/professionalinterest/pages/internationallaw.aspx>
- 55 Good Humanitarian Donorship. *24 Principles and Good Practice of Humanitarian Donorship*. <https://www.ghdinitiative.org/ghd/gns/principles-good-practice-of-ghd/principles-good-practice-ghd.html>
- 56 Comité permanent interorganisations (CPI) *The Grand Bargain (Official website)*. <https://interagencystandingcommittee.org/grand-bargain>
- 57 UNHCR. *Figures at a Glance*. <https://www.unhcr.org/en-us/figures-at-a-glance.html?query=70.8%20million>
- 58 International Displacement Monitoring Centre. (2010). *Global Report on Internal Displacement 2020*. <https://www.internal-displacement.org/global-report/grid2020/>

- 59 R. Ratcliffe. (1 avril 2020). *Teargas, Beatings and Bleach: The most extreme Covid-19 lockdown controls around the world*. The Guardian. <https://www.theguardian.com/global-development/2020/apr/01/extreme-coronavirus-lockdown-controls-raise-fears-for-worlds-poorest>
- 60 A. Sumner et al. (2020). *Estimates of the Impact of COVID-19 on Global Poverty*. Op. cit.
- 61 Development Initiatives. (2020). *Final ODA Data for 2018: What does the data tell us?* <https://devinit.org/publications/final-oda-data-2018/>
- 62 Organisation mondiale de la Santé. (2019). *Global Spending on Health: A world in transition*. Op. cit.
- 63 Y.W. Hung et al. (2019). *Impact of a Free Health Care Policy in the Democratic Republic of the Congo During an Ebola Outbreak: An interrupted time-series analysis*. <https://ssrn.com/abstract=3420410>
- 64 Organisation mondiale de la Santé. (2019). *Global Spending on Health: A world in transition*. Op. cit.
- 65 UN News. (21 janvier 2020). *Healthcare's a human right, not 'a privilege for the rich' UNAIDS argues at Davos*. <https://news.un.org/en/story/2020/01/1055711>
- 66 UNESCO. *COVID-19 : fermeture des établissements scolaires et réponses mises en œuvre* <https://fr.unesco.org/covid19/educationresponse>
- 67 N. Peyton. (2020, 19 March). *Teen pregnancy risk rises as schools shut for coronavirus in Africa*. Reuters. <https://www.reuters.com/article/health-coronavirus-education-westafrica/teen-pregnancy-risk-rises-as-schools-shut-for-coronavirus-in-africa-idUSL8N2BC4GV>
- 68 PME. (1 avril 2020). *Le Partenariat mondial pour l'éducation annonce 250 millions de dollars en faveur des pays en développement affectés par la pandémie de COVID-19 (coronavirus)* <https://www.globalpartnership.org/fr/news/le-partenariat-mondial-pour-education-annonce-250-millions-de-dollars-en-faveur-des-pays-en>
- 69 K. Malouf Bous. (2019). *False Promises: How delivering education through public-private partnerships risks fueling inequality instead of achieving quality education for all*. Oxfam. DOI : 10.21201/2019.4290. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/false-promises-how-delivering-education-through-public-private-partnerships-ris-620720>
- 70 Groupe de la Banque mondiale. (20 mars 2020). Lettre de David Malpass, Président du Groupe de la Banque mondiale à l'honorable Steven T. Mnuchin, Secrétaire au Trésor (en anglais). https://financialservices.house.gov/uploadedfiles/malpass_ltr_mnuchin_3202020.pdf
- 71 Development Initiatives. (2018). *Investments to End Poverty 2018*. <https://devinit.org/publications/investments-end-poverty-2018/>
- 72 ONE's Aid Dashboard. <https://public.tableau.com/profile/one.campaign#!/vizhome/ONEsAidDashboard/ODA-Dashboardpublic>
- 73 L. Cunha and C. Putaturo. (2020). *Supporting Fair Tax Systems: An analysis of EU aid to domestic revenue mobilisation*. ActionAid et Oxfam. https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/2020-04/Supporting%20fair%20tax%20systems%20an%20analysis%20of%20EU%20aid%20April%202020_ActionAid%20and%20Oxfam%20report.pdf. Ce rapport souligne ce qu'ActionAid et Oxfam considèrent essentiel pour un projet de qualité concernant l'aide en faveur de la mobilisation des ressources nationales, à savoir l'appropriation nationale et régionale de la mobilisation des ressources nationales, l'équité, l'inclusivité et l'autonomisation locale.
- 74 C. Wenham et al. (2020). *COVID-19: The gendered impacts of the outbreak*. The Lancet, 395(10227), 846–848. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(20\)30526-2](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(20)30526-2)

- 75 Organisation mondiale de la Santé. (2019). *Des services dispensés par des femmes dans un secteur dirigé par des hommes : Une analyse consacrée à la problématique du genre et de l'équité chez les personnels du secteur sanitaire et social à l'échelle mondiale* https://www.who.int/hrh/resources/fr_exec-summ_delivered-by-women-led-by-men.pdf?ua=1
- 76 OIT. (30 avril 2018). *L'économie informelle emploie plus de 60 pour cent de la population active dans le monde* https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_627201/lang--fr/index.htm
- 77 C. Coffey, et al. (2020). *Celles qui comptent : Reconnaître la contribution considérable des femmes à l'économie pour combattre les inégalités*. Oxfam. DOI : 10.21201/2020.5419. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/time-to-care-unpaid-and-underpaid-care-work-and-the-global-inequality-crisis-620928>
- 78 Z. Wanqing. (2 mars 2020). *Domestic Violence Cases Surge During COVID-19 Epidemic*. Sixth Tone. <http://www.sixthtone.com/news/1005253/domestic-violence-cases-surge-during-covid-19-epidemic>
- 79 A. Taub. (6 avril 2020). *A New Covid-19 Crisis: Domestic Abuse Rises Worldwide*. Le New York Times. <https://www.nytimes.com/2020/04/06/world/coronavirus-domestic-violence.html>
- 80 OCDE. (2020). *Aid Focussed on Gender Equality and Women's Empowerment: A snapshot of current funding and trends over time in support of the Beijing Declaration and Platform for Action*. OECD DAC Network on Gender Equality (GENDERNET). <http://www.oecd.org/development/gender-development/Aid-Focussed-on-Gender-Equality-and-Women-s-Empowerment-2020.pdf>
- 81 OECD DAC Creditor Reporting System. https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=DV_DCD_GENDER. OECD.Stat
- 82 A. Grabowski and P. Essick. (2020). *Des projets en faveur de l'égalité femmes-hommes ? Analyse des projets de bailleurs de fonds qui transversalisent l'égalité femmes-hommes afin d'évaluer la qualité de l'intégration et du marquage*. Oxfam. DOI : 10.21201/2020.5655. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/are-they-really-gender-equality-projects-an-examination-of-donors-gender-mainst-620945>
- 83 Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (2019). *Vers une coopération pour le développement plus efficace : Rapport d'étape 2019 du partenariat mondial - titres – parties i & ii* http://effectivecooperation.org/wp-content/uploads/2019/07/GPEDC_2019-Report_Glossy_FR_print.pdf
- 84 Oxfam. La responsabilité fiscale pour la réduction des inégalités : à égalité ! (F.A.I.R.-EIU) Global Track Record. <https://indepth.oxfam.org.uk/fair-track-record/>
- 85 OCDE. (2019). *Aid for Civil Society Organisations: Statistics based on DAC Members' reporting to the Creditor Reporting System database (CRS), 2016–2017*. <http://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-topics/Aid-for-CSOs-2019.pdf>
- 86 C. Mariotti and C. Spoor. (2019). *Fighting Inequality to Beat Poverty: The role of UK international development*. Oxfam. DOI : 10.21201/2019.4344. <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620763/dp-fighting-inequality-uk-development-040619-en.pdf?sequence=1>
- 87 CNUCED. (2020). *The Coronavirus Shock: A story of another global crisis foretold and what policymakers should be doing about it*. https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/gds_tdr2019_update_coronavirus.pdf
- 88 D. Munevar. (2020). *COVID-19 and Debt in the Global South: Protecting the most vulnerable in times of crisis*. European Network on Debt and Development blog. https://eurodad.org/covid19_debt1
- 89 Le service de la dette représente 18,7 % du PIB, contre 1,7 % pour les dépenses de santé. D. Munevar. (2020). *COVID-19 and Debt in the Global South: Protecting the most vulnerable in times of crisis: Annex – Methodology and country figures*. <https://eurodad.org/files/pdf/5e6a690a4fb3f.pdf>

- 90 Development Initiatives. (2020). *Coronavirus and Aid Data: What the latest DAC data tells us*. <https://devinit.org/publications/coronavirus-and-aid-data-what-latest-dac-data-tells-us/#section-1-7>
- 91 Oxfam. (14 avril 2020). *Bond spectaculaire de près de 20 milliards de dollars des avoirs en or du FMI depuis le début de la pandémie de coronavirus* <https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/bond-spectaculaire-de-pres-de-20-milliards-de-dollars-des-avoirs-en-or-du-fmi>
- 92 D. Green. (2018 mai 15). *How to Decode a UN Report on Global Finance (and Find an Important Disagreement with the World Bank on Private v Public)*. Blog From *Poverty to Power* <https://oxfamblogs.org/fp2p/how-to-decode-a-un-report-on-global-finance-and-find-an-important-disagreement-on-private-v-public/>
- 93 N. Agarwal, U. Gneiting and R. Mhlanga. (2017). *Raising the Bar: Rethinking the role of business in the Sustainable Development Goals*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/raising-the-bar-rethinking-the-role-of-business-in-the-sustainable-development-620187>
- 94 Eurodad. (2018). *Development Untied: Unleashing the catalytic power of Official Development Assistance through renewed action on untying*. <https://eurodad.org/files/pdf/5ba3a41be1899.pdf>
- 95 P. C. Baker. (31 mars 2020). *We can't go back to normal: how will coronavirus change the world?* The *Guardian*. <https://www.theguardian.com/world/2020/mar/31/how-will-the-world-emerge-from-the-coronavirus-crisis>
- 96 H. Führer. (1996). *The Story of Official Development Assistance: A history of the Development Assistance Committee and the Development Co-operation Directorate in dates, names and figures*. Organisation for Economic Co-operation and Development. Paris. OCDE/GD(94)67. <https://www.oecd.org/dac/1896816.pdf>

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)	Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)	Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)	Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)	Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)	Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)	Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)	Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk)	Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)	Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)
Oxfam IBIS (Danemark) (www.oxfamibis.dk)	KEDV (Oxfam Turquie) (https://www.kedv.org.tr/)